SOS FAIM

Dynamiques paysannes 35

mars 2015

L'impact réel d'un réseau de greniers de sécurité alimentaire

LE CAS DU NORD DU BURKINA FASO

Contexte | Le programme d'appui aux greniers de sécurité alimentaire (GSA) | L'étude d'impact | Les résultats de l'étude | Conclusion

© JL Brocart – SOS Faim

Les GSA achètent, stockent et vendent des céréales et d'autres produits alimentaires de base sur le marché local tout au long de l'année et à des prix garantissant une rentabilité minimale de l'activité.

Contexte

Les populations rurales du nord du Burkina Faso pratiquent une agriculture pluviale de subsistance qui les rend dépendantes des aléas climatiques. La production varie dès lors fortement d'une année à l'autre et la satisfaction des besoins alimentaires n'est pas assurée en permanence.

La production est essentiellement céréalière (surtout du sorgho) et destinée à l'autoconsommation. Les céréales sont stockées dans des greniers traditionnels et consommées tout au long de l'année par les membres de l'exploitation familiale. En saison sèche, d'autres activités économiques sont menées : pratiquement toutes les exploitations familiales réalisent des achats et des ventes de petit bétail dans le cadre d'une activité d'élevage extensif. Lorsque le contexte y est favorable, certaines familles (25%) pratiquent aussi une agriculture de contre-saison dont le produit est presque exclusivement réservé à la vente. 57% ont au moins un membre impliqué dans de l'orpaillage artisanal et 86% se livrent à une activité génératrice de revenus, le plus souvent du petit commerce.

Ces activités économiques permettent d'assurer l'achat des aliments complémentaires. Les transferts reçus de migrants complètent ces ressources de façon non négligeable.

L'isolement de nombreux villages implique que les céréales ne sont pas disponibles en suffisance et si elles le sont, c'est à un prix relativement élevé. Cet accès difficile aux céréales s'intensifie pendant la saison des pluies, quand la demande et les prix montent et les ressources monétaires des paysans sont quasiment épuisées.

C'est notamment pour ces raisons que des banques villageoises de céréales ont été créées dans l'ensemble du Sahel (chiffre estimé à 4.000 au début des années 1990, l'âge d'or des banques de céréales). De nombreuses expériences ont échoué en termes de durabilité en raison de problèmes de gouvernance et de gestion.

Le programme d'appui aux greniers de sécurité alimentaire (GSA)

Au début des années 2000, la Fédération Nationale des Groupements NAAM disposait d'un réseau de banques de céréales en dormance. Sur base d'un diagnostic précis de son état, un programme ambitieux de relance des activités a été conçu en collaboration avec SOS Faim et a été appuyé par le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire. Il s'agissait, en capitalisant l'expérience passée et les problèmes de gestion rencontrés, de dynamiser des greniers de sécurité alimentaire en promouvant une meilleure gouvernance, en améliorant leur viabilité économique et en accroissant l'efficacité de l'intervention dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

© JL Brocart – SOS Faim

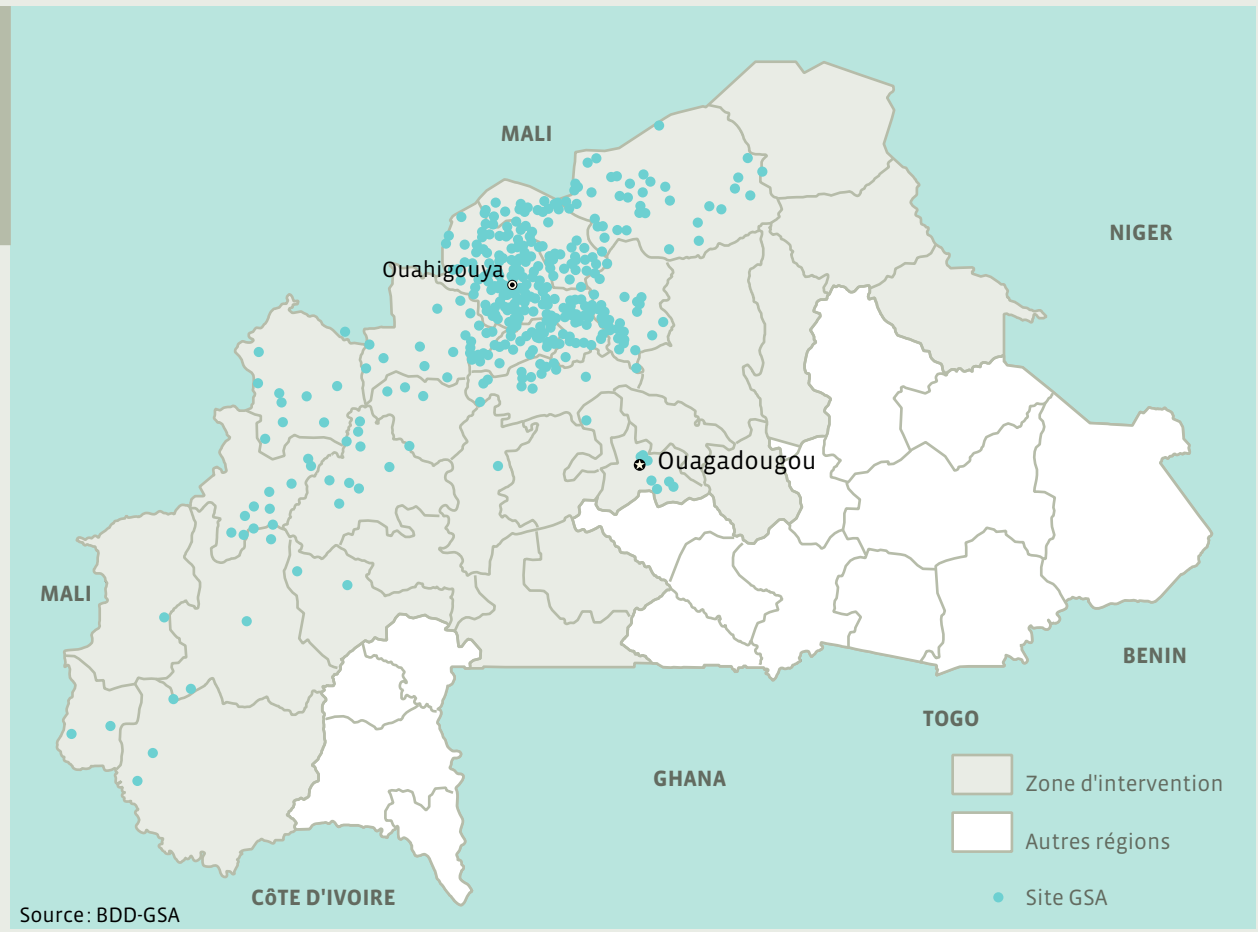
Concrètement, trois mesures ont été prises à l'époque : la constitution d'un fonds de roulement centralisé pour l'octroi de crédits de campagne aux GSA ; l'abolition des ventes à crédit aux particuliers et l'ouverture à d'autres produits alimentaires que les céréales traditionnelles.

Grâce à la mise en place d'un fonds de crédits distribué à un taux de 9% par an et géré par une cellule d'appui au programme, les GSA achètent, stockent et vendent des céréales et d'autres produits alimentaires de base sur le marché local tout au long de l'année et à des prix garantissant une rentabilité minimale de l'activité. Leur organisation en réseau permet de mutualiser les approvisionnements. Les GSA sont gérés de manière communautaire au niveau des villages. Ils se veulent également un outil de renforcement des capacités villageoises, de promotion de la femme et de diversification du régime alimentaire.

Le programme d'appui aux GSA comprend cinq axes de travail et cinq fonctions complémentaires :

- L'approvisionnement des greniers de sécurité alimentaire : pour mener à bien leur fonction sociale, les GSA doivent avant tout maîtriser leurs achats de denrées alimentaires de bonne qualité et au meilleur prix. Quatre modalités principales existent : les achats directs aux producteurs, l'approvisionnement groupé auprès d'organisations

Localisation des greniers de sécurité alimentaire (GSA)



Source : BDD-GSA

paysannes, les achats groupés auprès des commerçants et les achats centralisés au niveau du programme lui-même. Les deux premières approches sont privilégiées.

- Le financement : les GSA doivent disposer d'un capital de travail suffisant pour mener leur mission à bien. C'est la raison pour laquelle un fonds de crédit a été mis en place au niveau de l'unité d'appui du programme. Les demandes d'avances des greniers sont traitées par un comité d'octroi qui donne son aval en cas de dossier solide et si le grenier a respecté ses engagements antérieurs.
- L'entretien et l'amélioration des infrastructures et équipements : de bonnes conditions de stockage des denrées sont un facteur de réussite du programme.
- Le renforcement des ressources humaines : le programme dispose d'une équipe professionnelle multidisciplinaire. Cette équipe vient en appui à un réseau décentralisé d'animateurs et aux comités de gestion des greniers locaux. La fonction de renforcement des capacités est fondamentale pour le programme.
- La mise en place d'un réseau cohérent qui s'appuie sur des valeurs de solidarité, qui produit des analyses et qui peut exercer une influence sur les politiques locales, nationales et régionales en matière de sécurité alimentaire.

			Saison sèche					Saison des pluies			
Récolte principale			Activités complémentaires				Saison des cultures principales				
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
	Prix bas des céréales							Soudure - prix élevés des céréales			
	Approvisionnement des GSA		Cycle(s) de ventes des GSA								
Crédits décaissements											Crédits instruction Remboursements

L'offre permanente d'une palette de denrées alimentaires devrait favoriser une meilleure disponibilité des denrées sur le marché local et tout au long de l'année.

Carte d'identité du programme	
Nombre total de GSA	400
Population potentielle desservie	336.853
Volume de ventes	4.750 tonnes en moyenne lors des 4 dernières campagnes
Valeur des ventes	725.000.000 FCFA en moyenne lors des 4 dernières campagnes – 1.105.255 €[1]
Diversité des denrées vendues	27 produits
Taux de recouvrement historique des crédits	Supérieur à 96% jusqu'à 2011
Cadres au sein de l'unité d'appui aux GSA	6
Animateurs au sein des GSA	32
Membres des comités de gestion (bénévoles) des GSA	4 par GSA (52% de femmes)

L'étude d'impact

Après plus de 10 années de mise en œuvre du programme, une étude approfondie d'impact a été menée par le CRED (Center for Research in the Economics of Development) de l'Université de Namur en Belgique.

L'hypothèse est que la présence d'un grenier est susceptible d'avoir un impact plus ou moins direct sur différentes dimensions de la sécurité alimentaire des communautés villageoises. L'offre permanente d'une palette de denrées alimentaires à laquelle prétend l'activité des GSA devrait favoriser une meilleure disponibilité des denrées sur le marché local et tout au long de l'année. Le fait que cette activité est réalisée dans le village au plus proche des populations concernées contribuerait à un meilleur accès physique aux denrées, en particulier au moment les plus critiques. L'accès économique aux denrées sortirait renforcé de la vente des céréales à des prix compétitifs et de l'influence que l'activité des GSA aurait sur les prix pratiqués par les autres acteurs du marché, quand ceux-ci existent. Le résultat en serait une amélioration globale et réelle de l'accès aux denrées alimentaires.

Dès lors, des indicateurs pertinents ont été déterminés concernant l'état nutritionnel, la proximité des achats, les prix payés et les quantités effectivement acquises.

En termes méthodologiques, l'étude a considéré 40 villages qui n'avaient jamais bénéficié d'un GSA : parmi ceux-ci, 20 ont été sélectionnés aléatoirement pour la mise en place d'un GSA. En plus de ces 40 villages, 21 villages ayant déjà bénéficié du programme et sélectionnés aléatoirement ont été inclus dans l'étude

Trois cycles agricoles annuels ont été couverts. Un cycle agricole commence vers le mois de novembre, après la récolte, pour se clôturer en octobre de l'année suivante. Pendant ces trois cycles, 610 familles (10 par village) ont été visitées 5 fois, ce qui représente plus de 7.000 personnes.

1 Le taux de change est de 655,957 FCFA pour 1 EURO

Éléments d'observation des trois cycles agricoles

Cycle agricole	Production – en kilos par personne	Prix moyen (FCFA) par sac de 100 kgs sorgho	% de familles n'ayant pas produit suffisamment	% réalisant des achats	Kilos achetés par personne	Distance parcourue pour réaliser les achats de céréales, par famille (kms)
2010-2011	Très bonne 227 kilos	13 858	49,3%	46,9	9,9	20
2011-2012	Très mauvaise 109 kilos	19 204	84 %	81,4.	51	45
2012-2013	Moyennement bonne 182 kilos	15 257	36,2%	41	16,5	25

Les résultats de l'étude

Les résultats présentés ci-dessous concernent l'impact de la première année d'activité des GSA mis en place dans les 20 villages sélectionnés aléatoirement pour bénéficier de l'intervention au cours du cycle agricole 2011-2012. L'impact est donc mesuré sur la situation nutritionnelle qui prévaut à l'issue d'un cycle agricole qui a été marqué par une très mauvaise récolte d'entrée et de fortes tensions sur les marchés des denrées alimentaires de base.

L'analyse de l'impact de la présence d'un GSA sur les indices nutritionnels des populations de la zone d'intervention est très encourageante pour le programme.

a) La situation nutritionnelle

L'impact a été mesuré sur l'état nutritionnel des populations à partir d'indices nutritionnels de court terme comme l'indice de masse corporelle[2].

De manière générale, au cours du cycle agricole 2011-2012, l'évolution de la situation nutritionnelle de toutes les catégories de la population (enfants de moins de 6 ans, jeunes de 6 à 16 ans, adultes actifs de 16 à 60 ans) apparaît plus favorable dans les villages ayant bénéficié de la présence d'un GSA.

C'est ainsi que la présence d'un GSA a un impact positif et fortement significatif sur la situation nutritionnelle des adultes des villages ayant bénéficié d'un GSA. Elle est à l'origine d'une différence d'IMC de 0.394 en moyenne qui correspond à une différence de poids de plus d'un kilo pour un adulte d'IMC moyen. La présence d'un GSA a permis aux adultes des villages bénéficiaires de ne pas subir en moyenne de détérioration de leur état nutritionnel au cours du cycle agricole 2011-2012.

En réalité, l'analyse de l'impact de la présence d'un GSA sur les indices nutritionnels des populations de la zone d'intervention est très encourageante pour le programme. Elle révèle que la présence d'un GSA se traduit par une évolution plus favorable de la situation nutritionnelle des adultes comme des enfants au cours d'un cycle agricole particulièrement éprouvant. Pour les adultes et les enfants en bas-âge, il en résulte un lissage de la situation nutritionnelle sur cette période. Les enfants entre 6 et 16 ans bénéficient quant à eux d'une amélioration nette de leur situation nutritionnelle par rapport à celle des enfants du même âge qui appartiennent aux villages de contrôle. La présence d'un GSA se traduit par une baisse relative de la prévalence de l'insuffisance pondérale parmi les enfants en bas-âge qui constituent l'un des groupes le plus à risque de la zone d'intervention.

De plus, l'effet d'un GSA va au-delà des seuls utilisateurs des GSA : la présence d'un GSA dans le village modifie les conditions d'achat sur le marché local des céréales.

2 L'indice de masse corporelle (IMC) est une mesure de l'état nutritionnel : il se calcule en divisant le poids (en kilogrammes) par le carré de la taille (en mètres). Suivant les seuils établis par l'Organisation Mondiale de la Santé, un IMC inférieur à 16 traduit une insuffisance pondérale sévère, entre 16 et 17, une insuffisance pondérale modérée, entre 17 et 18,5, une insuffisance pondérale légère et au-dessus de 18,5, un rapport poids-taille considéré comme normal.

© JL Brocart – SOS Faim

Les familles qui achètent des denrées de base auprès d'un GSA bénéficient directement de l'amélioration de l'accès aux denrées. À ce titre, elles constituent un sous-groupe de bénéficiaires qui pourraient tirer davantage parti de l'intervention. En général, ce groupe représente 25% des familles. Mais le renforcement de l'offre locale auquel est consacrée l'activité des GSA affecte positivement l'ensemble des familles. Il se traduit en effet par une augmentation nette des quantités vendues et une augmentation de la concurrence sur le marché local. Les effets de marché en termes de disponibilité et/ou de prix qui résultent de cette activité ne bénéficient pas seulement aux utilisateurs des GSA.

L'effet d'un GSA varie peu en fonction du genre : l'effet de la présence d'un GSA sur les femmes adultes est légèrement plus prononcé, mais ne diffère pas significativement de l'effet observé sur les hommes. C'est possible, étant donné que les femmes dans la zone d'intervention sont plus directement impliquées dans des achats de céréales. En particulier, elles réalisent des achats de céréales au détail et pourraient particulièrement bénéficier de la présence continue d'un vendeur de proximité. Ces céréales achetées au détail sont généralement consommées surtout par les femmes et les enfants. Elles viennent compléter les repas préparés pour l'ensemble des membres de la famille notamment lorsque ces derniers s'avèrent insuffisants.

Le renforcement de l'offre locale auquel est consacrée l'activité des GSA affecte positivement l'ensemble des familles.

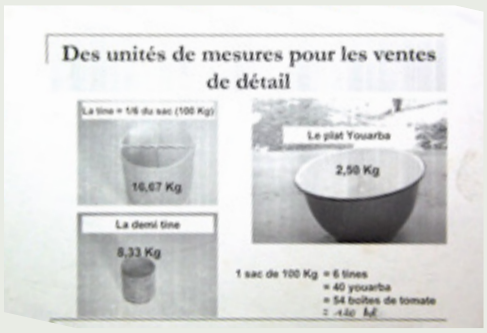
Enfin, l'effet de la présence d'un GSA sur les enfants ne montre pas de variation en fonction du genre. Pour les enfants entre 6 et 16 ans comme pour les enfants en bas-âge, les coefficients associés aux filles et aux garçons ne témoignent d'aucune différence d'effet du programme au travers de cette dimension. La présence d'un GSA et l'amélioration de l'accès aux denrées qu'elle suscite ne semblent pas modifier la répartition de la nourriture entre les filles et les garçons au sein des familles de la zone d'intervention.

Un effet plus important sur les familles aux revenus les plus modestes : la vulnérabilité des familles peut s'analyser à partir de leur capacité à générer les ressources nécessaires aux achats de denrées alimentaires de base. Les familles les plus pauvres, que ce soit en termes de revenus ou de valeur du bétail par tête, sont moins aptes à acquérir les denrées alimentaires nécessaires sur les marchés. La moitié des familles aux revenus les plus modestes ont pourtant chacune acheté en moyenne 100 kilos de céréales en plus au cours du cycle agricole annuel très difficile 2011-2012.

Un effet plus élevé dans les villages les plus reculés : comme cela a été signalé plus avant, l'activité des GSA est justifiée avant tout par l'isolement des villages et par l'insuffisance des marchés locaux. La présence d'un GSA devrait par conséquent avoir un effet plus important dans les villages qui sont les moins facilement accessibles comme dans ceux qui disposent d'un marché local moins dynamique.

© P Coopman – SOS Faim

© JL Brocart – SOS Faim



© JL Brocart – SOS Faim

L'effet de la présence d'un GSA sur la situation nutritionnelle des individus est plus important dans les villages les plus isolés, quelle que soit la nature de cet isolement (40% des villages de l'échantillon n'ont pas de piste à proximité ; 45% ont connu des épisodes d'inaccessibilité à cause des pluies, …). L'effet observé y est deux à trois fois plus important que pour les autres villages.

De même, la présence d'un GSA a un effet également plus prononcé dans les villages qui ne disposent pas de leur propre marché.

Les effets sur la situation nutritionnelle des individus de tout âge y sont systématiquement plus élevés. Ceux-ci bénéficient de moins d'opportunités d'achat de denrées alimentaires au village même et sont plus dépendants à l'égard des quelques marchands locaux quand ils existent. De plus, les approvisionnements de ces populations suscitent des déplacements plus coûteux en temps et en argent. Les résultats suggèrent donc que la présence d'un GSA pourrait avoir un effet plus important sur les populations des villages qui présentent un marché local moins dynamique économiquement.

En conclusion, les résultats montrent que le programme a un effet globalement positif sur la situation nutritionnelle des populations de la zone d'intervention. Les variations des indices nutritionnels suggèrent que la présence d'un GSA a évité à ces populations de faire face à une détérioration de leur situation nutritionnelle au cours d'une année particulièrement éprouvante (2011-2012). En outre, les résultats montrent que l'amélioration de la situation nutritionnelle semble bénéficier à l'ensemble des populations des villages concernés, avec un bénéfice supplémentaire pour les familles disposant de moins de ressources et des ménages vivant dans les villages les plus isolés. Les GSA améliorent donc avant tout la sécurité alimentaire des populations les plus démunies.

b) L'impact des GSA sur une série d'indicateurs de sécurité alimentaire directement liés à leur activité.

- L'activité des GSA a d'abord pour objectif d'activer le marché local. La mise en vente de denrées alimentaires au sein des villages doit permettre d'améliorer l'accès physique aux denrées. L'indicateur utilisé est le temps total de parcours pour réaliser les achats de sacs de 100 kilos.
- L'activité des GSA a pour second objectif de vendre des denrées de base et surtout des céréales à des prix raisonnables et d'en améliorer l'accès économique. L'indicateur de référence est le prix moyen payé à l'achat d'un sac de sorgho de 100 kilos.
- Une amélioration de l'accès réel aux denrées de base devrait finalement susciter une augmentation de la consommation alimentaire. Les quantités achetées par personne ont été relevées.

L'effet de la présence d'un GSA sur la situation nutritionnelle des individus est plus important dans les villages les plus isolés,

Améliorer l'accès physique aux denrées en activant le marché local

Les coûts engendrés par l'achat de denrées alimentaires sur les marchés dépassent le simple prix d'achat. À ce dernier viennent s'ajouter les coûts d'information sur l'offre existante, les coûts de transport et les risques y afférents ou encore le coût d'opportunité du temps consacré à ces achats. Le fait que la plupart de ces coûts ont tendance à augmenter avec la distance parcourue pour réaliser les achats explique sans doute la préférence marquée par les populations pour des achats de proximité. La distance apparaît encore plus cruciale dans un contexte où les moyens et infrastructures de transport sont rudimentaires et les voies de communication par moment impraticables. C'est le cas en saison des pluies, au moment où les travaux agricoles sont les plus soutenus.

Durant le cycle annuel très délicat de 2011-2012, la distance totale parcourue a été considérablement plus élevée que lors de la saison agricole de référence 2010-2011. Elle a augmenté de près de 70% dans les villages équipés d'un GSA, passant de 285 minutes en moyenne à 478,5 minutes. Elle a quasiment triplé dans les villages sans GSA, passant de 217,2 minutes à 628,5 minutes. C'est la mauvaise récolte qui a marqué le début du cycle

© JL Brocart – SOS Faim

annuel 2011-2012 qui serait à l'origine de l'accroissement de ces déplacements. Les faibles rendements se sont en effet traduits par une augmentation des besoins en céréales et donc des achats. En outre, la distance parcourue par achat apparaît également comme plus élevée, ce qui peut s'expliquer par l'existence de conditions moins favorables sur les marchés locaux (disponible insuffisant et/ou prix élevés).

L'impact de la présence d'un GSA sur la distance totale parcourue par les familles des villages bénéficiaires apparaît négatif et significatif. Celle-ci diminue en moyenne de 3 heures et 38 minutes, ce qui correspond à une réduction de 50 % de la distance moyenne parcourue par les ménages. Sous l'hypothèse d'une vitesse de marche soutenue de 5 km/h, ce résultat indique que les GSA permettent de réduire de près d'une vingtaine de kilomètres les déplacements nécessaires à l'achat des céréales. Leur présence se traduit donc par une amélioration de l'accessibilité physique aux denrées a priori imputable à une plus grande proximité des lieux d'approvisionnement.

Les GSA améliorent donc avant tout la sécurité alimentaire des populations les plus démunies.

Compte tenu que deux personnes, le plus souvent des jeunes adolescents, sont mobilisées, le temps total économisé grâce aux GSA est de 8 heures en moyenne. Cette économie de temps et d'énergie est de l'ordre d'une journée de travail par famille ayant réalisé des achats.

En 2011-2012, la proximité apparaît d'ailleurs comme le principal argument invoqué pour justifier le choix du vendeur (40 %), loin devant l'assurance de pouvoir y trouver des céréales en permanence (23 %) et le prix de vente (20 %).

Une amélioration de l'accessibilité physique pour tous les acheteurs : il semble que les GSA améliorent l'accès physique de manière à ce que tous les acheteurs voient leurs déplacements diminuer. Ce résultat conforte l'hypothèse selon laquelle les GSA viendraient augmenter l'offre de céréales disponible sur le marché local

Enfin, les résultats plaident en faveur d'un effet plus prononcé sur les populations les plus vulnérables. L'effet de la présence d'un GSA sur la moitié des familles les plus pauvres en termes de

revenus par personne est deux fois plus élevé. L'effet est également plus élevé pour les familles des villages ne disposant pas d'une route damée à proximité ou d'un marché dans le village.

Les résultats suggèrent que la présence d'un GSA conduit bien à une activation du marché local. Celle-ci se traduit par une amélioration de l'accès physique aux céréales et permet aux GSA de répondre à l'une des principales préoccupations exprimées par les populations en termes d'accès aux denrées de base. L'effet est plus prononcé sur les populations les plus pauvres et l'activation du marché local paraît d'autant plus cruciale dans les villages les plus isolés. Les résultats sont donc cohérents avec l'impact plus prononcé observé sur la situation nutritionnelle.

La présence d'un GSA conduit bien à une activation du marché local.

Un impact sur les prix ?

Le prix d'achat est un déterminant majeur de la capacité des populations à s'approvisionner en denrées alimentaires sur les marchés. Les marchés étant peu intégrés, il y a de fortes variations de prix pendant un cycle agricole annuel. À certains moments, les prix peuvent être anormalement élevés en raison d'un manque de concurrence ou aussi par un manque d'efficacité des acteurs locaux. Les vendeurs présents sur les marchés locaux sont le plus souvent peu nombreux et présentent des structures de coûts élevés en raison de moyens monétaires ou de stockage relativement limités. La présence d'un GSA pourrait se traduire par une augmentation de la concurrence jouant en faveur d'une réduction des prix.

© JL Brocart - SOS Faim

© S Chevalier – SOS Faim

© S Chevalier – SOS Faim

© P Coopman – SOS Faim

En réalité, on a pu observer que les prix moyens payés à l'achat d'un sac de sorgho sont passés en moyenne de 14.000 FCFA en 2010-2011 à près de 19.000 FCFA en 2011-2012. La mauvaise récolte qui a marqué le début du cycle agricole 2011-2012 expliquerait en grande partie cette envolée des prix.

L'augmentation a cependant été moins forte dans les villages ayant bénéficié d'un GSA : 4.060 FCFA dans les villages avec GSA et 5.510 FCFA dans les villages sans GSA.

L'impact de la présence d'un GSA sur le prix moyen payé par les familles des villages bénéficiaires est négatif et significatif. Le prix moyen payé par sac de sorgho acheté diminue en moyenne de 1.450 FCFA , ce qui correspond à un rabais de 7,5 %.

À raison de plus ou moins 4 sacs de sorgho achetés en moyenne par ménage et de 1.450 FCFA économisés en moyenne par sac, la mise à disposition d'un GSA permet de réduire la facture annuelle des acheteurs de sorgho d'un montant total de 5.800 FCFA. La baisse atteint même 7.500 FCFA lorsque l'impact des GSA est mesuré sur le montant total dépensé en céréales au cours du cycle annuel, à savoir lorsque l'effet prix sur les autres céréales est pris en compte. Cette économie sur les dépenses totales en céréales équivaut à la valeur de la consommation annuelle moyenne en viande et poisson de plus de 2 personnes ou encore au montant des frais d'inscription scolaire dans le cycle primaire de 5 enfants.

Une analyse coûts/bénéfices élémentaire suggère également que le rendement social du programme peut être élevé. En prenant le produit du nombre moyen d'acheteurs par village et de l'économie réalisée par chaque acheteur, il est possible d'obtenir le montant total des gains générés par la présence d'un GSA. Avec une moyenne de 220 ménages par village[3] et compte tenu que 77 % d'entre eux réalisent des achats en gros, l'économie totale s'élève à 1.270.500 FCFA. Ce montant est à comparer au montant du crédit moyen accordé aux gestionnaires des GSA pour mener l'activité (2.000.000 FCFA), et au montant des intérêts payés en échange, de 180.000 FCFA (9% sur un an). Le but ici n'est pas de conduire une analyse coûts/bénéfices rigoureuse mais de montrer que l'économie imputable à la présence d'un GSA est considérable au regard des montants investis dans l'activité. Il pourrait donc en résulter un rendement social très élevé.

Un autre élément intéressant est que l'effet sur les prix semble ne pas concerner que les seuls utilisateurs des GSA. L'ensemble des acteurs du marché seraient influencés, notamment grâce à un renforcement des capacités des populations à acquérir des denrées à des prix plus avantageux. Le résultat en est que l'ensemble de la communauté villageoise acquiert en moyenne des céréales à un prix inférieur.

En conclusion, les résultats montrent que la présence d'un GSA a un impact sur les prix et donc sur le revenu réel des populations bénéficiaires. Cet effet est plus élevé dans les villages les plus isolés. L'analyse montre également que l'impact sur les prix n'est pas spécifique aux achats réalisés sur le marché local. Cela suggère que la présence d'un GSA dans un village pourrait aussi renforcer les capacités des acheteurs à acquérir les céréales à de meilleures conditions sur les marchés extérieurs. De plus, la baisse des prix concerne tant les achats en saison sèche qu'en saison des pluies.

Une consommation alimentaire modifiée ?

L'amélioration de l'accès aux céréales devrait déboucher sur une modification de la consommation alimentaire et une augmentation des achats de céréales. Les économies réalisées sur les achats pourraient également être consacrées à l'achat d'autres denrées alimentaires.

Cela peut sembler contradictoire, mais les résultats observés entre les villages avec GSA et sans GSA ne démontrent aucun impact sur ce plan : la présence d'un GSA n'a pas d'effet sur les quantités totales de céréales achetées. L'amélioration de l'accès ne se traduit pas par une augmentation des achats. Par contre, on peut supposer que la présence d'un GSA rassure les populations sur leur capacité à s'approvisionner dans le village pendant la saison des pluies et que dès lors, la gestion des achats est réalisée au plus proche des besoins.

3 Les villages de l'échantillon compte en moyenne 2 784 habitants (hors ville de Kongoussi). À raison d'une moyenne de 12,66 membres par ménage, le nombre de ménage moyen par village est de 220.

En conclusion

L'étude d'impact réalisée sur le programme des GSA avait pour objet de mesurer leur effet sur la sécurité alimentaire dans la zone Nord du Burkina Faso. La méthode d'évaluation mise en place a été rigoureuse, sur base de 20 villages dotés d'un GSA et de 20 villages « témoins ».

Les résultats obtenus se sont avérés probants au niveau de l'amélioration de la situation nutritionnelle des différentes classes d'âge présentes : les adultes, les jeunes de 6 à 16 ans et les enfants en bas-âge. À ce sujet, deux autres éléments méritent d'être soulignés : le fait que la présence d'un GSA a un impact sur l'ensemble de la communauté villageoise et le fait que les plus pauvres et les villages les plus isolés en tirent un bénéfice plus important.

Ces éléments confirment donc la pertinence d'un programme touchant les plus vulnérables avec un soutien du Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire.

En outre, la présence d'un GSA a un effet positif sur la vitalité du marché local : les denrées alimentaires sont plus accessibles et cela répond à une préoccupation majeure des populations.

Et enfin, la présence d'un GSA a un effet positif sur les prix, entraînant une réduction moyenne de 7,5% par sac de sorgho. Cette réduction affecte également les prix pratiqués par les autres vendeurs.

Par contre, l'amélioration de l'accès physique et économique aux denrées ne se traduit pas par une augmentation de la consommation de céréales, ni par une diversification du régime alimentaire. À ce stade, l'ensemble de la séquence permettant d'expliquer l'amélioration observée de la situation nutritionnelle n'a donc pas pu être reconstitué. Une hypothèse est qu'il y ait eu un changement de la dynamique de consommation alimentaire en cours de cycle agricole. Mais cette option doit encore être vérifiée.

© JL Brocart – SOS Faim

SOS Faim

Ce numéro de *Dynamiques Paysannes* a été rédigé par Marc Mees, responsable de la Gestion des Connaissances à SOS Faim, sur base du « rapport final de l'étude d'impact du P-RGSA », réalisé par Jérémie Gross et Camille Roegiers, sous la direction de Catherine Guirkinger et Jean-Philippe Platteau ; CRED Namur ; janvier 2015.

SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg sont deux ONG de développement actives dans la lutte contre la faim et la pauvreté en Afrique et en Amérique Latine. En privilégiant une approche de partenariat avec des acteurs locaux, les deux SOS Faim soutiennent l'agriculture familiale en fournissant aux paysans du Sud un appui technique, organisationnel et financier et en sensibilisant et mobilisant les populations du Nord aux problématiques liées à la pauvreté et à la sécurité alimentaire.

Parallèlement à *Dynamiques Paysannes*, SOS Faim édite *Zoom microfinance*, une publication qui interroge la microfinance dans ses finalités, ses modalités et les conditions de sa mise en œuvre comme outil de développement. Vous pouvez retrouver cette publication, en version téléchargeable, en français, anglais et espagnol, sur le site Internet de SOS Faim : www.sosfaim.org

Les derniers numéros de *Dynamiques Paysannes* ont concerné

+ **n° 34 La nécessité d'un mouvement paysan fort en RDC**

+ **n° 33 Les entreprises d'investissement local : un dispositif original au cœur du développement territorial**

+ **n° 32 Les exploitations familiales sénégalaises investissent et se modernisent**

+ **n° 30-31 Programme de développement intégré de Fatick (Sénégal) : une dynamique d'animation du territoire à renforcer**

+ **n°29 Les organisations représentatives de l'agriculture familiale en quête d'influence sur les politiques : le cas des pays andins.**

Éditeur responsable
Freddy Destrait,
4 rue aux Laines,
B-1000 Bruxelles
(Belgique)

Coordination
Marc Mees
mme@sosfaim.org
T 32-(0)2-511.22.38
F 32-(0)2-514.47.77
info.be@sosfaim.org
www.sosfaim.org

Graphisme
www.marmelade.be

Dynamiques Paysannes
est imprimé sur du papier recyclé

Dynamiques paysannes
est réalisé avec le soutien de
la Direction générale de la Coopération
internationale de Belgique.

Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.

LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

SOS Faim Agir avec le Sud
4 rue aux Laines, B-1000 Bruxelles (Belgique) |
T 32-(0)2-511.22.38 | F 32-(0)2-514.47.77 | info.be@sosfaim.org

SOS Faim – Action pour le développement
88, rue Victor Hugo, L - 4141 Esch-sur-Alzette (Luxembourg) |
T 352-49.09.96 | info-luxembourg@sosfaim.org